

L'Institut régional de travail social Poitou-Charentes prépare des personnes en formation initiale et continue à 15 métiers du travail social allant du niveau V à I du CNPC au nombre desquels 9 d'entre eux relèvent de l'enseignement supérieur et intègrent le processus de Bologne et la mise en crédits de ses formations

Les missions des IRTS sont la formation, la recherche et l'animation du tissu régional des établissements et services relevant de l'action sociale, à ce titre ils sont fortement impliqués dans la dynamique de ce secteur.

Conscient que les mutations du secteur s'inscrivent de plus en plus dans des logiques qui dépassent depuis longtemps le cadre national dans une économie globalisée et que la mise en oeuvre des politiques publiques est directement impactée par les orientations et directives prises au niveau européen, l'IRTS a souhaité participer de cette économie de la connaissance impulsée par le processus de Bologne.

Engagé depuis les années 1990 dans des actions et programmes européens l'IRTS a impliqué ses étudiants dans cette réflexion en intégrant des enseignements sur l'Europe et ses institutions dans les cours et en les mettant également dans une démarche de recherche active sur les pratiques du travail social grâce à la participation à des séminaires tri nationaux dans le cadre de l'office franco allemand de la jeunesse avec les universités de Braunschweig et de Trieste.

En 2002, l'obtention de la charte erasmus permet également des mobilités d'enseignants chez nos partenaires puis des mobilités de formation du personnel technique ( work shadowing ).

2006 voit la création d'un service des relations internationales avec la désignation d'un chargé de mission pour la mise en crédit des formations et le développement des stages à l'étranger.

2007, à l'occasion du renouvellement de la charte, l'IRTS rejoint le consortium régional des établissements d'enseignement supérieur coordonné par les services de la Région Poitou-Charentes. ceci permet aux étudiants de bénéficier des financements européens ou régionaux.

En concertation avec ses organismes de tutelle, des procédures de suivi et de validation des projets sont mis en place ainsi que des outils d'accompagnement méthodologique accessibles sur le site internet de l'institut

2007, il intègre un réseau européen de 7 universités d'Europe centrale et orientale pour la conception et le développement d'un diplôme conjoint de master européen en Travail Social et Economie Sociale (acronyme anglais SOWOSEC ) dans le cadre d'une action centralisée erasmusCD. Pour faire accréditer et développer ce master il signe une convention avec la faculté de droit et sciences sociales de l'université de Poitiers.

Dans un contexte de rigueur budgétaire et de réforme générale des politiques publiques les tensions entre l'économie et le social sont au coeur des préoccupations des cadres de l'action sociale, notamment du secteur associatif qui doit faire face à la réduction des fonds publics. C'est pour former ces cadres dans un contexte européen que l'IRTS va ouvrir ses formations aux perspectives innovantes de l'économie sociale et solidaire et s'inscrire dans le réseau régional en adhérant à la Chambre Régionale d' Economie Sociale, CRES.

Son implication locale l'amène par ailleurs à développer avec tout le réseau des institutions (CRIJ, DRJSCS, ville, communauté d'agglomération) et associations de jeunesse et d'éducation populaire

des actions de sensibilisation aux différents programmes européens de mobilité (erasmus, leonardo, PEJA) puis à renouveler annuellement cet événement, intitulé Bougez l'Europe, en déclinant, chaque mois de **Mai**, le thème européen de l'année (volontariat, solidarité inter générationnelle, citoyenneté.. )

2008, dans le cadre du réseau national des IRTS et grâce au soutien financier du fond franco québécois de coopération décentralisée FFQCD, des associations France/Québec, et de leur région respective, 5 IRTS signent un partenariat avec 5 centres jeunesse, établissements de protection de l'enfance, de 5 régions québécoises, en vue de faciliter la mobilité des étudiants, favoriser les échanges entre professionnels, développer la recherche et faciliter la reconnaissance respective des qualifications professionnelles.

Enfin, dans une logique de sécurisation des parcours et de fidélisation des organisations qui accueillent les stagiaires, des conventions de coopération sont passées avec plusieurs organisations d'Afrique de l'ouest opérant dans la protection sociale et le développement local.